

Contre Attaque Tous antifasciste

QUAND TOUTE LA GAUCHE ÉTAIT FAVORABLE À L'AUTODÉFENSE ANTIFASCISTE

– Après le naufrage collectif de ces dernières semaines, rappel historique –

Va-t-il falloir sortir Manouchian du Panthéon et débaptiser les rues Jean Moulin ? Effacer l'antifascisme des livres d'histoire ? On pourrait le croire depuis un mois et la mort d'un néo-nazi à Lyon. Les médias dominants diabolisent les «antifas», la droite réclame qu'ils soient classés comme «terroristes» comme aux USA, et la gauche – même celle dite «radicale» – s'est empressée de «condamner» la violence tout en s'abaissant à faire une minute de silence pour le fasciste défunt. Nous avons assisté à un naufrage collectif. En cause : la lâcheté, mais surtout une absence totale de culture historique.

L'antifascisme n'est pas une injure, il est une nécessité. Il est au cœur de l'histoire de la gauche. Ces derniers jours, on a pu entendre des responsables socialistes affirmer qu'ils s'opposent à l'antifascisme de rue et que, pour eux, il faut s'inspirer du Front Populaire, cité comme un exemple de pacifisme. On peut difficilement se tromper autant. Car l'autodéfense antifasciste est la base même du Front Populaire, le vrai, celui de 1936. Elle en est l'origine ! Dès les années 1920, des défilés d'extrême droite ont lieu dans la rue, les fascistes commettent des violences et attaquent des militant·es. Le point culminant, c'est l'émeute fasciste de 1934 devant le Parlement, une tentative de coup d'État. En réponse, 3000 comités locaux antifascistes fleurissent partout, jusque dans les petites communes. Les militant·es des différents mouvements et partis de gauche manifestent pour exiger l'union, afin de barrer la route au fascisme. C'est ainsi qu'ils forcent les dirigeants à créer le

Front Populaire.

Cette coalition appelait explicitement à s'opposer aux groupes d'extrême droite, dans les urnes comme dans la rue. Et ironiquement, l'union des droites à l'époque s'appelait... Rassemblement National. Ça ne s'invente pas. Mais revenons en arrière.

Autodéfense communiste

Dès les années 1920, le PCF appelait à «l'autodéfense» contre l'extrême droite. Il fonde notamment une organisation paramilitaire baptisée «Groupes de défense antifasciste», puis quelques mois plus tard des «Jeunes gardes antifascistes», issus des Jeunesses communistes. Oui, les Jeunes Gardes. L'objectif est de «préparer la confrontation physique avec le fascisme», «assurer l'autodéfense ouvrière» et «prendre possession de la rue». C'était parfaitement assumé : ces groupes étaient équipés et organisés par le Parti pour se défendre. En 1928, le PCF annonce comme stratégie «la conquête de la rue» face aux forces de police et aux ligues fascistes. Il appelle aussi à créer une «autodéfense prolétarienne de masse».

En février 1934 donc, l'émeute fasciste provoque un électrochoc politique. Après cet événement, le PCF annonce que «chaque organisation communiste doit organiser sa propre autodéfense». Des rapports de police font état de caches d'armes dans certaines sections. À Villejuif, mairie communiste, un responsable fait creuser des tranchées et stocker des armes dans la mairie, avant d'être recadré par la direction du Parti. Toujours selon les services de renseignement de l'époque, le PCF utilise «les groupements sportifs ouvriers pour renforcer l'autodéfense et auraient préconisé le développement de sociétés de tir». Celle qui sera l'une des plus grandes résistantes françaises, Lucie Aubrac, est alors militante communiste et affronte déjà l'extrême droite dans le Quartier Latin à Paris. Pendant la guerre, elle mènera des actions héroïques contre les nazis. Sous l'occupation, le PCF fournit des dizaines de milliers de

résistant·es, et paie le prix du sang contre le nazisme. Parmi les grandes figures célébrées, Missak Manouchian, à la tête du réseau des Francs Tireurs Partisans Main d'Œuvre Immigrée – les FTP-MOI – réunissant des étrangers communistes menant des actions de lutte armée. Quand on entend Fabien Roussel dire qu'il condamne toutes les formes de violences et dénonce les antifascistes, on rit jaune.

Autodéfense socialiste

La SFIO, le Parti Socialiste, pourtant déjà institutionnalisé et beaucoup plus modéré, fonde aussi ses propres groupes d'autodéfense, en réaction à l'émeute de février 1934. Ils portent un curieux nom, les TPPS pour «Toujours Prêt Pour Servir» et portent un uniforme. Quand Olivier Faure et ses sbires dénoncent l'antifascisme et la Jeune Garde, ils oublient que c'est au sein de leur propre parti que les TPPS ont utilisé l'emblème des trois flèches, qui a été repris par l'actuelle Jeune Garde. La SFIO dispose d'un autre groupe d'autodéfense : les Jeunes Gardes socialistes !

Ces groupes sont dirigés par Marceau Pivert, un membre de l'aile gauche de la SFIO. Ils sont membres du parti, volontaires et organisés par groupe de six. On les trouve essentiellement en région parisienne. Ils protègent les meetings socialistes, mais ils sont aussi chargés de s'attaquer à l'extrême droite. Les Jeunes Gardes et TPPS assument une discipline physique et une puissance martiale. Pivert revendique les attaques menées contre les fascistes : «Pas de défense sans contre-offensive». Ses équipes s'en prennent à des réunions d'extrême droite, par exemple celle des Croix-de-Feux à Conflans-Sainte-Honorine qui est saccagée ou à une permanence de l'Action Française. Les TPPS remportent des victoires mais encaissent aussi des défaites dans de véritables batailles de rue qui font de sérieux blessés. À l'époque, les socialistes, les communistes et les syndicalistes encouragent l'offensive contre les meetings d'extrême

droite, et n'auraient aucunement l'idée de se «désolidariser» pour faire plaisir à la presse réactionnaire.

Cette SFIO, qui est loin d'être révolutionnaire, ne voit aucun problème avec l'autodéfense armée : les TPPS estiment que face «à des fascistes armés, il faut opposer des hommes armés». Un de ses membres, un ouvrier d'une usine de plomberie nommé Duchemin, stocke dans un dépôt de son entreprise six revolvers, une mitrailleuse et une mitrailleuse. Mais en général, les petits groupes possèdent au mieux un revolver. C'est ainsi qu'en France, à la fois par le Front Populaire victorieux dans les urnes, la grève générale de 1936 et les groupes d'autodéfense, le fascisme recule alors qu'il triomphe au même moment en Italie, en Allemagne ou en Espagne. Mais cela ne durera qu'un temps.

Autodéfense anarchiste

Moins structuré, le mouvement libertaire n'hésite pas à faire le coup de poing contre l'extrême droite. Les anarcho-syndicalistes participent aux manifestations contre les meetings fascistes, par exemple à Nantes lors d'un événement des Croix de Feu : l'extrême droite doit être exfiltrée d'un bâtiment par les forces de l'ordre face à la puissance de la mobilisation.

L'une des actions les plus marquantes a lieu le 22 janvier 1923. Germaine Berton, jeune anarchiste de 21 ans, entre dans les locaux de l'Action Française, journal d'extrême-droite, royaliste et antisémite, appartenant à l'organisation du même nom. Elle tire sur Marius Plateau le chef des Camelots du Roi – la milice violente de l'Action Française. Ce meurtre choque, provoque des représailles, mais il n'est pas vraiment condamné à gauche. Des responsables politiques, syndicalistes mais aussi des journalistes et des écrivains et écrivaines soutiennent Germaine Berton. Au fil des mois, le mouvement de solidarité grandit : communistes, socialistes, anarchistes, personne ne manque à l'appel. Les écrivains surréalistes glorifient son geste,

saluent l'héroïne et écrivent : «À Germaine Berton, qui a fait ce que nous n'avons su faire». Son avocat, le célèbre Henry Torres, fait appeler à la barre un florilège de célébrités : Suzanne Lévy, Léon Blum, Marcel Cachin. Il évoque le climat politique, l'exemple italien, la radicalisation de ces groupes d'extrême droite comme l'Action Française. Le 24 décembre 1923, Germaine Berton est finalement acquittée. Autant dire qu'à l'époque, le décès accidentel d'un militant d'extrême droite violent dans une bagarre qu'il aurait lui-même organisée avec sa bande, à la suite de nombreuses agressions, aurait été un non-événement. Cela n'aurait pas été condamné à gauche, et les antifascistes auraient même probablement été soutenus.

C'est une époque où les responsables de gauche avaient encore une colonne vertébrale politique et historique, et avaient parfois éprouvé la menace fasciste dans leur chair. La plus grande figure socialiste, Jaurès, a été tué par l'extrême droite en 1914. Léon Blum avait échappé de peu à la mort en 1936 après avoir été lynché en pleine rue par l'Action Française aux cris de «sale juif». Entre temps, nombre de militant·es anonymes avaient bien compris que l'extrême droite est un poison mortel face auquel il est nécessaire de riposter. Nous vivons donc un Front Populaire inversé.

Pour aller plus loin : Tenir la rue, L'autodéfense socialiste —1929-1938, BOUCHENOT Matthias, Libertalia